



LE CANARD

en furie

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche
après l'Hôtel Terminus en venant du
Rond point Grand Hôtel.
RCCM/NI/NIA/2018/A/073/ NIF: 44 126/S
E-mail:lecanard.enfurie@yahoo.fr
90.00.99.83 / 96.75.34.12

3ème année

HEBDOMADAIRE SATIRIQUE NIGERIEN

N° 105 du 03 décembre 2018

PRIX : 300 F

Bras de fer entre la DGI et Orange Niger

Une sordide confrontation qui cache de gros enjeux politiques



Selon des informations obtenues par Le Canard en furie par d'autres sources dans les arcanes politiques, le régime de Niamey n'est pas simplement en proie à des difficultés financières extrêmes. Il est également de plus en plus isolé sur la scène internationale, notamment en Occident. D'où la propension du Président Issoufou à se défaire du carcan occidental en cherchant de nouveaux alliés outre-Atlantique. Soulignant que les perspectives politiques, tel que l'entrevoit Mahamadou Issoufou, ne sont pas du goût de certains pays occidentaux qui auraient déjà attiré son attention sur les graves dérives auxquelles pourraient conduire le processus électoral actuel

Gestion des renaissants

La déception des Nigériens sur toute la ligne

Journée nationale de la liberté de presse

Le temps des questionnements

Amères vérités

Dans la gouvernance de Mahamadou Issoufou, tout est ÉCHEC : La démocratie, les droits de l'Homme, les libertés publiques, la politique agricole, la politique énergétique, la politique culturelle et sociale, l'éducation, la santé, la justice, la lutte contre la corruption et les infractions assimilées, les détournements de deniers et biens publics, etc. De quel succès parle-t-il et à qui le dit-il ?

Il n'est plus un secret pour personne, au Niger comme à l'extérieur, que les Nigériens, dans leur écrasante majorité, sont contre la gouvernance de Mahamadou Issoufou, longtemps protégée du courroux populaire par des méthodes et procédés que réprouvent tout à la fois la morale et la loi. Des méthodes et procédés qui sont tous, en train de tomber un à un, tels des paravents rongés par les termites. Le ver est dans le fruit, dit-on. Il y a encore des Nigériens qui ne veulent pas entendre parler de l'échec cuisant de Mahamadou Issoufou. Et pourtant, il a échoué sur toute la ligne et ce n'est pas un hasard si les Nigériens ont vomi sa gouvernance.

1. La démocratie, les droits de l'Homme, les libertés publiques, la politique agricole, la politique énergétique, la politique culturelle et sociale, l'éducation, la santé, la justice, la liberté de presse, la liberté de manifestation, la lutte contre la corruption et les infractions assimilées, les détournements de deniers et biens publics, etc. Tout est ÉCHEC. Des gens de mauvaise foi vous rétorqueront qu'il a construit des échangeurs et/ou des ponts. C'est indiscutable. Mais lorsqu'un gouvernant dilapide tout ce qu'il trouve pour, ensuite, endetter son pays de façon inconsidérée afin de réaliser quelques projets à coûts surfacturés, on ne peut parler ni de succès ni de responsabilité.

2. Un chef d'État, qui arrive au pouvoir ou qui se maintient au pouvoir par un hold-up électoral, peut relativement réussir à modifier de façon positive la position et les sentiments de son peuple, à condition de cultiver la droiture, l'intégrité et le patriotisme. Ce n'est pas de les chanter à longueur de semaine sans être capable de le démontrer. Les cultiver, c'est de donner l'exemple par les actes. Or, Mahamadou Issoufou a plutôt prêché tout ce qui est contraire à la droiture, à l'intégrité et au patriotisme. Des gens détournent des milliards, il les prend sous son aile protectrice et les utilise à des fins politiciennes. Il ne cherche pas à faire rentrer l'État dans ses droits, mais plutôt à utiliser le dossier comme fond politique. Il n'a ainsi entrepris aucune action ferme et résolue en vue de remplir ses engagements et ses serments de servir loyalement son pays, en tous temps et en toutes circonstances, entre autres dans l'affaire de l'achat de l'avion présidentiel ; dans l'uraniumgate ; dans la dilapidation des ressources matérielles de la Soraz ; etc.

3. Un chef d'État peut entretenir le pire des rapports avec les deniers et biens publics, mais lorsqu'il méprise, en plus, son peuple ou pose régulièrement des actes qui tendent à convaincre le citoyen lambda qu'il en est ainsi, il ne peut échapper au mépris de son peuple.

4. Lorsqu'un chef d'État cautionne les détournements de fonds et biens publics estimés à des centaines de milliards de francs CFA, voir plus du milliard de milliards de francs CFA, soutient et protège les auteurs de ces graves délits, il ne peut être qu'un complice, actif ou passif.

5. Lorsqu'un chef d'État fait acheter un avion présidentiel au prix d'un neuf alors que l'appareil a effectué des vols commerciaux durant près de 16 ans et que, malgré les 35 millions d'euros empochés chez Areva ; malgré la provision budgétaire de 28 milliards de francs CFA, dont sept milliards (???) pour le hangar devant abriter l'appareil, il l'achète finalement à crédit, il ne peut être perçu que comme un immense danger pour les deniers publics.

6. Lorsqu'un chef d'État trempe, par l'intermédiaire de son directeur de Cabinet qui ne répond que de lui, dans un scandale comme

l'uraniumgate ou lorsque, même innocent dans ladite affaire, il accepte d'avaler la pilule, de travailler à protéger l'auteur du délit ou d'y rester indifférent, il est forcément complice (actif ou passif).

7. Lorsqu'un chef d'État accepte que des trafiquants de drogue, notoirement connus, à l'image d'un certain Sidi Lamine, continuent d'incarner la République, que ce soit à l'Assemblée nationale ou ailleurs, en toute assurance, il ne peut convaincre personne sur la lutte contre le trafic de drogue dans son pays.

8. Lorsqu'un chef d'État accepte qu'un de ses ministres porte atteinte à l'honorabilité d'une institution de la République, en l'occurrence la justice, et qu'il ferme les yeux sur le refus de ce ministre d'obtempérer à une décision de justice, c'est qu'il en est, de façon active ou passive, l'inspirateur principal.

9. Lorsqu'un chef d'État est incapable d'engager sans ambiguïté une lutte féroce contre la corruption et qu'il est pourtant, parfaitement au courant, de plusieurs affaires ayant gravement porté préjudice aux intérêts de l'État, c'est qu'il se sent à l'aise avec ce fléau.

10. Lorsqu'un chef d'État est incapable de sévir contre des individus qui mettent la cohésion et l'unité nationale en périls, il ne peut empêcher à ses concitoyens de penser que c'est fait avec son plein soutien. .

11. Lorsqu'un chef d'État reste indifférent à des attaques terroristes récurrentes qui endeuilent son peuple, mais court exprimer sa compassion et sa solidarité à d'autres peuples, c'est qu'il méprise forcément son peuple.

12. Lorsqu'un chef d'État tient régulièrement des discours sur la base d'éléments et de statistiques démontrés faux et qu'il persiste à les maintenir comme étant l'expression d'un travail qu'il aurait réalisé à la tête de l'État, c'est que la logique privilégiée est très éloignée de la sincérité et de la franchise.

13. Lorsqu'un chef d'État viole la loi fondamentale de son pays qu'il a juré, la main droite sur le Saint Coran, de respecter et de faire respecter, c'est qu'il ne croit pas au serment coranique, à plus forte raison aux chiffres qu'il porte comme étant la traduction de son bilan.

Bref, tout le monde, à l'exception de ceux qui vivent du système qu'il a mis en place, est désormais fixé quant au bilan réel de Mahamadou Issoufou.

Les Nigériens savent qu'il a échoué, jusqu'au dernier degré, dans sa mission ;

Qu'il n'a pas simplement échoué, mais qu'il a suscité l'échec, l'a entretenu et l'a encouragé ;

Que son échec tire ses origines dans les profondeurs des maux par lesquels il a pensé pouvoir tirer les forces de son règne personnel et sans fin ;

Qu'il s'est trompé d'époque et a sous-estimé la maturité politique de ses concitoyens, particulièrement par rapport aux questions cruciales de citoyenneté, de cohésion sociale et d'unité nationale.

Que, contrairement aux hommes abusés qui se ressaisissent parce qu'ayant découvert que l'on a abusé de leur confiance, Mahamadou Issoufou incarne le mal nigérien.

Et, la loi des finances 2018 dans tout ça ? Est-elle antisociale de façon fortuite ? Non, elle est la résultante de ce tableau sombre qui traduit les rapports véritables que Mahamadou Issoufou a entretenus, durant sept ans, avec les maux qui minent le Niger.

Telle est la réalité du Niger. Telle est la vérité et le monde entier le sait à présent.

BONKANO

Bras de fer entre la DGI et Orange Niger

Une sordide confrontation qui cache de gros enjeux politiques

Le 30 novembre 2018, Orange Niger, filiale de la société française Orange, publie un communiqué de presse pour informer l'opinion nationale de la fermeture, le 29 novembre 2018, « de ses locaux à usage professionnel pour non-paiement d'impôt » par la Direction générale des impôts (Dgi). Motif : redressement fiscal d'un montant de plus de 22 milliards FCFA. Un redressement fiscal qu'Orange Niger conteste, arguant, d'une part, que ladite fermeture est intervenue dans un délai très court après la notification du redressement, d'autre part, qu'elle conteste, comme d'ailleurs les autres opérateurs concernés, la décision de la Dgi et a formulé un recours pour défendre ses droits. Orange Niger, qui dit être étonnée par cet empressement de l'administration fiscale, affirme regretter la brutalité des mesures, compte tenu des montants exorbitants réclamés, qui représenteraient 50% de son chiffre d'affaires. Mention importante, Orange Niger souligne la précipitation de la Dgi est d'autant plus étonnante que « depuis sa création, elle a toujours entretenu un dialogue constructif avec les autorités ». Orange Niger est allé plus loin dans son communiqué, indiquant qu'elle est victime de décisions contestables, et par conséquent, « compte exercer toutes les voies de recours qui lui sont ouvertes devant les tribunaux, en particulier pour sauvegarder la continuité de l'entreprise, gravement menacée par ces décisions unilatérales et disproportionnées ». Le communiqué d'Orange Niger à quelque chose d'insolite, la filiale nigérienne de la société française Orange ayant souligné qu'elle n'est pas le seul opérateur à contester ce redressement. Curieusement, l'opinion publique n'a eu connaissance d'aucun autre communiqué émanant d'une autre société de téléphonie cellulaire. Il y en a pourtant quatre (4) au total. En outre, l'ouverture d'un recours en matière de redressement fiscal est solidement encadrée par la loi fiscale. Imposant le versement de 15% du montant dû pour que la requête puisse être acceptée et examinée. Sans être sûr que l'on aura un aboutissement heureux du recours. Or, 15% des 24 milliards réclamés, c'est plus de trois milliards FCFA. Orange Niger a-t-elle acquitté ce montant obligatoire pour tout recours ? Rien n'est moins sûr. On assiste, selon une source politique qui a requis l'anonymat, à une sorte de cuisine interne où les parties en conflit essaient de se faire peur. Pas plus. Disant avec assurance qu'il y aura rapidement une issue hautement négociée à cette affaire, il



explique que ce bras de fer sordide cache mal des enjeux politiques très importants pour le régime de Niamey. Orange Niger, comme la Dgi, qui serait en service commandé, ne seraient que les acteurs visibles des enjeux véritables en cours. Si Orange Niger a décidé d'aller devant les tribunaux, tout le monde sait par contre que les véritables confrontations se feront loin de la Dgi et d'Orange Niger.

En précisant que « depuis sa création, elle a toujours entretenu un dialogue constructif avec les autorités », Orange Niger a soulevé un aspect important des relations qu'elle a toujours entretenues avec la Dgi. D'où l'appréciation de notre source qui estime qu'Orange Niger et la Dgi se sont engagées dans un bras de fer insolite où il est difficile, compte tenu des relations jusqu'ici entretenues entre les parties, de savoir où se situe la vérité. Des relations assez tortueuses qui ont une histoire teintée d'arrangements tortueux à la loi. Les Nigériens se souviennent notamment des cadeaux fiscaux octroyés généreusement à Orange et Celtel Niger à travers des arrangements aussi illégaux que scandaleux. La loi des finances 2018 n'était pas encore d'actualité. Ces arrangements, concoctés loin des services de la Dgi, ont été initiés, conduits et supervisés par le Secrétariat général du gouvernement. Ce qui a conduit un confrère de la place à titrer « Les cadeaux fiscaux de Gandou Zakara aux sociétés de téléphonie cellulaire ».

Le dossier, qui ne concernait qu'une année fiscale, n'était que la pointe de l'iceberg. Les arrangements boiteux, au seul profit de ceux qui les font, ont toujours primé sur l'observance stricte de l'orthodoxie et ce qui se passe aujourd'hui n'est qu'un effet boomerang. Orange Niger, qui dit s'être toujours acquitté de ses obligations fiscales (impôts, taxes, redevances), a agité la

menace de la fermeture de l'entreprise, ce qui jetterait systématiquement au chômage quelques 532 salariés et 52 000 bénéficiaires d'emplois directs et indirects. Si Orange Niger clame qu'elle s'est toujours acquittée de ses obligations fiscales, des spécialistes de la question soutiennent que payer vos impôts ne vous met pas forcément à l'abri d'un redressement fiscal. Un vrai casse-tête chinois.

Pour nombre d'observateurs non-initiés à la chose fiscale, le redressement fiscal est la conséquence d'un non-paiement de ses obligations fiscales. Par-delà cette chicane entre la Dgi et la société Orange Niger, il y a, nous confie notre source, une malheureuse manœuvre politique visant à obtenir autre chose. « En vérité, dit-il, les choses sérieuses se passent ailleurs ». Il y aurait de grands enjeux politiques derrière cette querelle de clochers. Le Secrétariat général du gouvernement, qui s'est jadis interposé entre la Dgi et les opérateurs de téléphonie cellulaire est manifestement tenu à l'écart cette fois-ci. Selon des informations obtenues par Le Canard en furie par d'autres sources dans les arcanes politiques, le régime de Niamey n'est pas simplement en proie à des difficultés financières extrêmes. Il est également de plus en plus isolé sur la scène internationale, notamment en Occident. D'où la propension du Président Issoufou à se défaire du carcan occidental en cherchant de nouveaux alliés outre-Atlantique. Soulignant que les perspectives politiques, tel que l'entrevue Mahamadou Issoufou, ne sont pas du goût de certains pays occidentaux qui auraient déjà attiré son attention sur les graves dérives auxquelles pourraient conduire le processus électoral actuel, notre source indique que, quoi qu'il en soit, le bras de fer entre la Dgi et Orange Niger est une affaire qui sera réglée comme toujours. N'est-ce pas Gandou Zakara ?

Amadou Madougou

Journée nationale de la liberté de presse

Le temps des questionnements

Le vendredi 30 novembre dernier, le Niger a fêté la journée nationale de la liberté de la presse, une journée qui, de par le passé, avait été souvent boudée par les hommes de médias pour protester contre les entorses faites au libre exercice du métier. C'est un moment de souvenir et de questionnement. Souvenir pour se rappeler un parcours en dents de scie de la situation des libertés publiques, notamment de la liberté de parole, dans un espace démocratique qui prône, par les principes, la liberté d'expression. Et questionnement pour se demander quelles perspectives reste-t-il à la liberté d'expression dans une démocratie souvent domestiquée et dévoyée où des voix sont étouffées, où l'information est manipulée, la vérité trafiquée pour laisser émerger le mensonge d'une vérité officielle imposée par l'assujettissement de médias détournés et de plumes perverses. Pour une fois, l'on peut quand même retenir qu'organisé par la Maison de la Presse, où un certain nombre des hommes de médias a boycotté les cérémonies dans un pays devenu triste du fait des malaises qui le traverse.

On peut peut-être saluer un pas : l'événement n'est pas organisé par le ministère de tutelle mais par la Maison de la Presse, car elle est seule à pouvoir juger de l'état de la liberté de la presse dans le pays, non le censeur qui ne peut que tenir le discours qui l'arrange et protège son image en travestissant l'information à propos de la liberté de la presse qui ne peut être que dans un «très bon état» et ce par le rappel de textes qui la consacrent et notamment cette signature de la montagne de la table dont sont fiers les régnants qui ne sont malheureusement pas capables, dans la réalité, de lui donner un contenu concret par leurs comportements vis-à-vis des médias et des journalistes. C'est à juste titre d'ailleurs que le Président de la Maison de la Presse rappelait que s'il faut se réjouir de la signature de tous les documents qui consacrent la liberté dans l'espace médiatique, il faut tout de même regretter les atteintes graves portées contre ces libertés. A quoi sert-il de signer des textes quand on ne peut accepter avec fair-play la critique qui n'est pas faite que de manière malveillante mais pour aider un autre à comprendre les ratés de sa gestion pour éventuellement apporter les corrections nécessaires afin de mieux savoir gérer au grand bonheur de la majorité qui n'est pas ici que ceux qui soutiennent un gouvernement, mais l'ensemble d'un peuple, car élu, l'on l'est pour un pays non pour une partie du peuple. Comment peut-on croire que la liberté de la presse se porte bien au Niger quand on peut se rappeler de la brutalité et du caractère amoral de l'extradition d'un journaliste sorti en catimini de prison avant l'heure pour le conduire sur un espace nul – un frontière – parce qu'il n'aurait plus de patrie ? De quoi d'aussi grave peut-on accuser un homme pour

le traiter d'une manière aussi humiliante qu'inhumaine ? Que peut-on reprocher à un homme de média qui ne fait que son travail sur les champs des manifestations pour recueillir à chaud des informations pour vouloir le bastonner d'une manière aussi féroce, ainsi qu'on l'avait vu faire à ce technicien de *Bonférey* ? Quelle âme, ce jour, n'avait pas frémi en voyant l'image de cette punition corporelle incompréhensible dans un État de droit qui se glorifie d'avoir été le premier pays à signer la Table de la montagne ?

Qui ne peut pas se rappeler encore, cette descente cavalière dans trois rédactions des journaux le Canard en furie, le Courier, le Monde d'Aujourd'hui pour ramasser tous leurs matériels, invoquant des impayés pour le fisc, des motifs qui ne sauraient convaincre sur l'intention qui a motivé l'opération ? C'est bien au Niger de Mahamadou Issoufou que nous sommes.

Mais parce qu'une certaine presse est restée digne, pour mener dans un environnement très difficile sa mission. Bravant précarité et harcèlement, refusant de céder à la tentation de l'argent facile pour aliéner et détourner sa conscience, l'on la diabolise, arguant qu'elle est une presse au service d'un camp politique, et ce dans l'ignorance délibérée des médias qu'on a mis à son service pour se couvrir d'éloges immérités et couvrir d'invectives souvent peu mesurées à l'endroit d'un autre, pervertissant, par la bipolarité imposée, le rôle pourtant très noble de la presse dans une démocratie vivante et progressiste.

Quand on regarde dans le rétroviseur, on peut ainsi voir les écueils d'une presse qui, depuis, 1990 cherche ses marques avec des titres dont entre autres *Moustiques*, *le Paon africain*, et *tribune du peuple*, journaux de bonne facture qui ont carrément disparu de l'environnement médiatique nigérien. Si l'on peut saluer l'apparition de certains autres titres, il y a cependant à déplorer ou leur servilité lorsqu'ils sont créés en fonction de circonstances pour des missions précises, ou pour leur qualité qui laisse à désirer dans bien de cas pour ne pas être vendables auprès d'un public devenu trop exigeant. L'irrégularité de certaines publications en dit long sur cette réalité.

Il faut quand même relever que la presse nigérienne fait honneur à notre démocratie, car poursuivant un idéal qui l'amène à ne jamais s'écarter ni de la déontologie, ni de l'idéal qui fonde des lignes éditoriales assumées avec courage et détermination. L'on peut alors saluer que la presse qui se départit de toute connivence incestueuse ait les faveurs d'un public devenu fidèle qui la soutient non pas qu'en la lisant, mais surtout en l'achetant.

C'est la célébration de la journée nationale de



la liberté de la presse qui avait également révélé que la presse nigérienne, au-delà d'un lectorat fidèle, ne manque pas de soutiens même lorsque des forces invisibles la combattent, cherchant vaille que vaille son anéantissement. L'on a ainsi vu et apprécié la présence des Etats-Unis à travers sa représentation diplomatique, le Centre culturel américain dans les cérémonies et l'UNICEF du système des Nations Unies qui ont accompagné dans l'organisation de la journée. On peut lire ici la volonté des Etats-Unis de soutenir la liberté de la presse, exigeant ce qu'ils veulent pour eux pour les autres peuples également. Sans doute que les Etats-Unis ont conscience qu'il ne saurait y avoir de démocratie sans une presse libre dans un pays. Il s'agit donc ici d'une exhortation de la première puissance du monde à la presse nigérienne pour qu'elle tienne bon, afin d'asseoir les fondations d'une démocratie puissante d'où émergera une société forte et responsable.

Mais, sans que ce ne soit une surprise, l'on ne peut voir la France qui reste dans les soutiens soumois dans une Afrique dont elle semble être une des causes de la déstabilisation.

Les nigériens peuvent dès lors comprendre qui sont ses vrais amis, ceux qui veulent son progrès, ceux qui lui veulent une bonne démocratie et ceux qui, dans le désir de domination, se font l'allié secret de pouvoirs souvent impopulaires, tant que ceux-ci peuvent l'aider à poursuivre son projet néocolonial. Comme on le voit, la presse évolue entre différents courants contradictoires, mais de tout temps et partout, il en a été ainsi, la liberté de la presse n'étant jamais un acquis que des textes même bien élaborés, peuvent garantir : elle reste une quête perpétuelle, laborieuse de tous les temps, car partout et chaque jour, les loups sont à l'affût, prêts à sévir.

Malheureusement, dans son engagement, le journaliste le paie cash. Il le sait et il l'assume. N'est-ce pas Jamal Khashoggi ? N'est-ce pas Norbert Zongo ? N'est-ce pas Baba Alpha ? Mourir digne, vivre l'embastillement sont un choix noble. Le journalisme est malheureusement à ce prix aussi... **A.I**

Gestion des renaissants

La déception des Nigériens sur toute la ligne

“Notre pays n’est pas pauvre, les ressources dont il dispose sont immenses. Elles sont simplement mal gérées par les gouvernants”. C’était ça la litanie favorite du président Mahamadou Issoufou lorsqu’il était l’opposant auréolé du qualificatif “historique”.

Un investissement productif des dites ressources implique, selon lui, la consécration de l’essentiel des dites ressources dans les secteurs sociaux de base, à savoir la promotion de la santé, de l’éducation et du monde rural dont la survie est intimement liée aux aléas climatiques. Concernant ce dernier volet précisément, il promettait de créer les conditions permettant au monde rural de ne plus dépendre de la pluviométrie pour assurer leur épanouissement durable par l’investissement de ressources conséquentes dans ce secteur qui occupe plus de 80% de la population nigérienne.

Il promettait de déconnecter la production agricole de la pluviométrie par l’exploitation des eaux de surface et du sous-sol pour permettre aux paysans d’être actifs en toute saison. Pour relever ce défi, la recette consistait à mettre fin à la dissipation des ressources publiques par une lutte acharnée contre la corruption et les pratiques assimilées. Ses discours étaient attractifs pour ne pas dire envoûtants.

Ils lui ont permis d’accéder au pouvoir en 2011, à l’issue d’une lutte âpre contre la volonté du président Mamadou Tandja de prolonger de 3 ans supplémentaires son deuxième mandat et d’une transition militaire qui n’a pas véritablement joué franc jeu dans la conduite du processus



électoral.

Pour l’amélioration de la production agricole, le programme de la renaissance a lancé un programme dénommé 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens) qui n’a pratiquement rien changé sur le terrain en termes de modernisation de l’agriculture.

A elle seule, la théorie ne saurait constituer une recette miracle pour booster les rendements agricoles dans un pays où les paysans, dans leur écrasante majorité, recourent aujourd’hui encore aux outils aratoires rudimentaires pour exploiter leurs champs.

Ledit programme n’a pas solutionné ce problème. Et mêmes les intrants et semences améliorées qui sont positionnés dans les points de vente du pays ne sont pas accessibles à de nombre d’entre eux.

Du coup, la sécheresse continue de rimer avec famine dans notre pays. Le deuxième point sur lequel porte notre réflexion, c’est la lutte contre la corruption et le détournement des

deniers publics.

Le président Issoufou Mahamadou avait pris l’engagement de combattre farouchement ces pratiques néfastes une fois au pouvoir. Quel constat peut-on établir par rapport à la tenue de cet engagement ? Il est tout simplement décevant sur toute la ligne au bout de plus de 7 ans de gestion de l’Etat par les renaissants. Pour faire sensation, flouer les Nigériens, sous son premier mandat, il a créé des nouvelles structures dédiées à la lutte contre les deux fléaux. C’est tout ! Car dans les faits, les lignes ont plutôt reculé, la corruption et les détournements des deniers publics ont pris des proportions inégalées dans les hautes sphères de l’Etat. Les pontes du système s’adonnent à ces pratiques à visage découvert en toute impunité. C’est un véritable désastre et d’ailleurs la principale raison pour laquelle les tarayyistes manœuvrent activement pour s’incruster au pouvoir en 2021. En vue d’échapper aux poursuites inévitables en cas d’alternance.

Tawèye

Lancement des activités de la Banque de l'Habitat par son Directeur Général

Dans une conférence de presse qu'il a aministrée, samedi 1^{er} décembre 2018, monsieur Rabiou Abdou, Directeur Général de l'institution, a procédé à la présentation et le contexte dans lequel cette banque a été créée. Selon des données de l'Institut national de la Statistique (INS), la construction (offre) annuelle moyenne de logements est estimée à 4275 logements à Niamey et 11420 pour l'ensemble urbain. Ils sont à 95% construits par des circuits informels avec une qualité déficitaire. L'autopromotion et le lotissement non viabilisés prédominent le marché. La demande annuelle additionnelle en flux est estimée à 5 000 logements à Niamey et 40.000 à l'échelle nationale (en milieu urbain). Le déséquilibre entre l'offre et la demande de logements est donc criard. En dépit de ce déficit décrit ci-dessus, notre pays fait partie des 3 pays de l'UEMOA qui ne disposent pas d'une banque de l'habitat (avec le Togo et la Guinée-Bissau). Depuis la liquidation définitive du Crédit Niger en 2010, le crédit immobilier est distribué de manière transversale par 12 banques et 48 SFD (contre 153 en 2010 aux retraits des agréments dans le cadre de l'assainissement). Une étude de la BCEAO portant sur l'analyse des conditions de financement bancaire de l'habitat dans les pays de l'UEMOA effectuée en 2014 dresse ce constat : « (...) l'analyse du ratio crédits à l'habitat rapportés au total des crédits dans le financement de Le financement de l'habitat au Niger est actuellement largement insuffisant (14,2 milliards de FCFA en 2013 et un peu moins de 20 milliards en 2017 représentant environ 4% du total de crédits contre une moyenne UEMOA de 2%). La question du financement de l'habitat est importante en raison



notamment de ses enjeux socio-économiques. Le secteur immobilier sert même de baromètre dans certaines économies comme celles des Etats-Unis d'Amérique. Au regard de l'importance de la question de logements sociaux, le gouvernement a pris les dispositions nécessaires pour mettre en œuvre les actions et programmes prévus par la loi n°98-054 du 29 décembre 1998 relative à la Politique nationale de l'Habitat et du développement urbain, qui accorde entre autres avantages, des exonérations fiscales de l'ordre de 40% aux promoteurs immobiliers dans le cadre de la production des logements sociaux en Partenariat Public Privé. Cette loi prévoit la mise en place de structures et mécanismes de financement de l'habitat et notamment : La création d'une banque de l'habitat ; la restructuration de la Sonuci ; la création d'un Fonds national de l'habitat ; un Centre de recherche et de Promotion des techniques et matériaux de construction ; une Agence nigérienne de réhabilitation et d'aménagement urbain (A.N.R.A.U.), chargée principalement de la réhabilitation des quartiers anciens et spontanés. C'est dans ce cadre que le gouvernement a prévu, dans le Programme de la Renaissance acte 1, la construction de 5000 logements entre 2011 et 2015, soit en moyenne

1000 logements par an ainsi que 10.000 parcelles viabilisées sur 5 ans, en raison de 2000 parcelles viabilisées par an de 2011 à 2015.

À l'issue de sa mise en œuvre, 1721 logements ont été effectivement réalisés dont 799 par les partenaires et sociétés privées de promotion immobilière avec la facilitation et/ou l'encadrement de l'administration (SATU, DB IMMO, ALMUTANKHADIMA, QUATAR CHARITY, etc.). A ce nombre viennent s'ajouter 922 logements réalisés par l'État via la Sonuci et autres démembrements de services étatiques, incluant 248 logements pour les Forces de défense et de sécurité par le gouvernement actuel. Sur les 10.000 parcelles à acquérir et à viabiliser sur les 5 années écoulées, seules 2000 parcelles ont été effectivement acquises (dont 1000 parcelles viabilisées achetées auprès de l'Agence VALIMO et BAKABE GROUP). Le taux de réalisation du programme est donc perfectible.

L'actionnariat et la structure du capital de la BHN

La Banque de l'Habitat du Niger est une société anonyme disposant d'un Conseil d'administration au capital de dix milliards (10.000.000.000) de francs CFA. Elle a son siège à la Place TOUMO (BP :2438 Niamey-Ni-

ger). Elle est inscrite au RCCM sous le numéro RCCM-NI-NIA-B-2036 du 26 juillet 2016. Il s'agit d'une institution agréée par arrêté n°0335/MF/DGOF/R/DMCE du 26 juillet 2018 et inscrite sur la liste des banques de l'UEMOA sous le N° H 0208H.

Sa création 'inscrit dans le cadre des dispositions de la Loi n°98-054 du 29 décembre 1998 relative à la Politique nationale de l'habitat et du développement urbain. L'actionnariat de la banque est structuré ainsi qu'il suit : la CNSS avec 25% du capital, l'Etat du Niger avec 20%, la Sopamin avec 20%, la Sonidep avec 20%, la BOAD avec 8,25%, la Sonibank avec 5%, des Privés nigériens avec 1,25% et NIA Assurance avec 0,5%.

Mission de la Banque de l'Habitat du Niger

Elle s'articule autour des principaux points ci-après : apporter son concours financier à la promotion immobilière en général, à la production et à l'amélioration de l'habitat social en particulier ; mobiliser les ressources adaptées au financement des projets immobiliers et offrir toutes les gammes des produits et services bancaires innovants à la clientèle. L'ouverture des comptes est prévue pour ce lundi 3 décembre 2018.

Arouna Yacouba

Le Canard en furie

Hebdomadaire Satirique Nigérien

Siège Terminus, 1^{er} virage à gauche après l'Hôtel Terminus en venant du Rond point Grand Hôtel, tout droit jusqu'au bout de la rue.

Directeur de publication

Arouna Yacouba
99.34.21.99

Directeur Commercial

Inoussa DICKO

E-mail: lecanard.enfurie@yahoo.fr

90.00.99.83 / 96.75.34.12

Conception & Composition

Le Canard en furie

Tirage: 1000 Exemplaires sur

Les presses de la G.I.N

Gouvernance Guri : l'école tombe...

On se souvient que le PNDS, pendant les premières années de sa création, se vantait d'incarner l'intelligentsia et surtout de trouver son ancrage dans le milieu scolaire qui nourrirait ses bases et animerait ses instances dirigeantes. Il fut ainsi un temps où le PNDS se réclamait d'être un parti des enseignants et s'en vantait avec fierté. Il courtisait alors les syndicats enseignants, poussait ses pions à prendre leur direction, prétextant des choix doctrinaires, il prétendait être si proche du peuple et du prolétariat dont il serait issu car tous ses leaders viennent de la populace. Mais depuis, beaucoup d'eau avait coulé sous les ponts. Et le PNDS, parti socialiste disait-on, s'est profondément métamorphosé. Il n'est plus définissable idéologiquement. Les relents bourgeois de ses dirigeants, avaient fini par produire sous les tropiques, un socialisme bourgeois qui se sert du pouvoir d'État, par la prédation, comme un moyen d'enrichissement à la vitesse de l'éclair. Lorsqu'en France un socialiste, s'en voudrait d'aligner des appartements luxueux, les nôtres s'en vantent dans une ostentation et un exhibitionnisme qui frisent l'insolence.

Personne ne pouvait donc a priori croire qu'avec le PNDS au pouvoir, l'école allait connaître la pire des déchéances, le coup fatal qui allait assommer à une école déjà mal en point. En vérité, il ne connaît pas l'école, à fortiori ses problèmes pour savoir faire le diagnostic le plus pertinent possible afin de poser la remédiation qui s'impose. Les hommes et les femmes qui formaient ce pôle politique, disaient avoir conscience de ce que l'école aura joué dans leur ascension, dans la promotion d'enfants qui viennent, pour la plupart, des rangs des humbles d'une société pourtant hiérarchisée sur des critères sociologiques fondés sur l'ascendance. Qui pouvait alors croire que ceux qui devaient être les plus reconnaissants vis-à-vis de l'école, puissent devenir les plus ingrats, pire, ses fossoyeurs impitoyables qui, depuis cinq ans, ne font que creuser la tombe d'un système que la démocratie a précipité dans le gouffre. L'école, celle-là qui a toujours marché et a permis d'assoir l'égalité dans la société – l'école publique – et qui est celle des pauvres, est aujourd'hui dans un pitoyable état, abandonnée par un État harcelé par ses multiples défis, et désormais peu crédible aux yeux des populations qui n'y envoient leurs enfants que parce qu'ils n'ont pas le moyen du privé. Il suffit de voir com-

ment l'école privée a connu un développement vertigineux, poussant souvent même ceux qui n'ont pas les moyens à s'y hasarder et souvent, pour une formation dont la qualité ne rassure pourtant pas toujours. Personne, si ce ne sont leurs amis politiques, n'a fait autant souffrir l'enseignant que le camarade socialiste. Et les enseignants s'en souviendront pour longtemps. Alors que le président dans l'interview qu'il accordait à un journaliste des médias publics, rappelait non sans fierté le nombre respectable d'emplois que son régime aura offert, les Nigériens savaient aussi, qu'il en a chassé plusieurs autres – des milliers – qui travaillaient depuis de longues années dans le système après un test controversé sans compter, les jeunes recrutés, puis révoqués sous le fallacieux prétexte d'un mauvais concours que son gouvernement a organisé, et d'autres compressés des sociétés minières d'Areva, aujourd'hui Orano. Gazés, matraqués, les enseignants ont connu les pires traitements, quand ils ne sont pas simplement humiliés, traînés dans la boue ces derniers temps par un régime qui semble n'avoir aucun respect pour ces prolétaires dont le rôle si difficile, noble et important, n'a jamais été apprécié à sa juste valeur. Même avec la réalité du problème que l'on soulève, il y avait une autre façon de traiter ces hommes et ces femmes braves car, parmi eux, au moins, l'on peut être sûr qu'ils ne peuvent pas tous être mauvais et il y avait donc à préserver l'honneur de ces autres dignes qu'on ne doit pas sacrifier au nom d'éléments, produits de la démocratie, à qui il y a, il va sans dire, des choses à reprocher, des hommes et des femmes cyniquement mis au pilori. Les enseignants n'ont jamais vécu d'angoisse que sous ce régime qui s'y identifiait pourtant il y a quelques années avant de devenir ces bourgeois compradors qui ne peuvent plus se reconnaître à travers cette classe qu'ils considèrent avec dédain et mépris. Combien sont-ils en effet ces enseignants qui ont connu des nuits et des jours difficiles, passés si souvent entre larmes et regrets ? Comme ces infortunés que le régime a déguerpis, poussés au chômage et à l'errance, beaucoup de ces hommes et de ces femmes, vivent la désolation, se cherchant des chemins, perdus et désespérés.

Du primaire au supérieur, l'école va mal, comme frappée elle aussi d'une malédiction. Il n'y a plus dans le pays que l'impunité du clan et le mépris à l'endroit d'un peuple qui marchent.



L'Université est en crise depuis bientôt deux mois et par les extrémismes des uns et des autres, la situation ne fait que se dégrader chaque jour davantage au point d'entraîner dans l'instabilité le secondaire qui est aussi à l'arrêt depuis des jours. Quand les uns parlent d'autorité, pour ne pas dire d'autoritarisme, les autres ragailardis par leur bon droit, parlent de « la lutte continue ! ». Alors que le problème était entre le SNECS et les étudiants, c'est par un accord ridicule entre le gouvernement et le SNECS par lequel le ministre de l'enseignement supérieur se réjouissait d'un dénouement heureux de la crise, dénouement qui ne touchait pourtant pas au vrai problème qui se posait. En se contentant de cet artifice, le gouvernement n'aura pas fait preuve de responsabilité et l'interpellation du ministre de tutelle par la représentation nationale aura montré que la solution envisagée n'était pas la bonne. On aura alors compris que ceux qui prétendaient avoir des solutions aux problèmes nigériens n'ont fait que les aggraver, nous éloignant de solutions pérennes.

Jusqu'où irons-nous dans l'égalité ?

L'école nigérienne est vraiment malade et l'on ne voit aucune solution profiler à l'horizon car l'on refuse de faire le vrai débat. Depuis que l'USN et le politique sont rentrés dans le jeu dangereux du copinage et de la connivence, la première se faisant entretenir dans un confort aliénant et le second se faisant escroquer en jouant sur ses peurs, les relations sont marquées du sceau de l'inceste, jetant le discrédit sur tous. Peut-être s'en est-on rendu compte et l'on alors voulu profiter d'une mise en scène, pour régler des comptes et notamment à l'UENUM qu'on n'arrivait pas à dompter, qu'on n'arrivait pas à mettre sous ses bottes. Et l'on ne peut que regretter, une insouciance des parents qui regardent cette situation pourrir, observant une école qui s'enlise dans le chaos. Les

enfants des pauvres, qu'ils soient d'un niveau ou d'un autre, du primaire au supérieur, n'ont plus d'école sinon que celle-là qui forment des hommes qui n'apprennent plus, passant tout leur temps à lutter, à se battre dans la rue, sinon à rester à la maison à ne rien faire.

Mais peut-être, faut-il espérer voir les choses évoluer avec l'assemblée nationale qui offre ses bons offices à faciliter un rapprochement entre les différents protagonistes et rendre possible le dialogue entre des parties qui doivent chacune surmonter ses égos pour mettre, ainsi qu'on le dit, de l'eau dans leur vin corsé par une radicalité et un extrémisme ravageur. L'école doit être tenue à l'écart de nos combines et de nos chamailleries somme toute enfantines.

L'histoire peut tout tolérer mais pas à jouer avec l'école, donc avec la jeunesse et l'avenir de toute une nation. Plus que jamais, les états généraux de l'éducation s'imposent pour que par une concertation nationale, l'on puisse arriver à un consensus national autour des questions de l'enseignement au Niger. La situation gravissime de notre école qui ne semble pas déranger outre mesure les différents acteurs du système mérite pourtant aujourd'hui une trêve pour offrir aux enfants du pays une formation de qualité qui allie rigueur et compétence, probité et fierté nationale, toutes choses que nous avons perdues de nos jours.

C'est d'autant plus une urgence qu'après sept années de gestion chaotique, le socialisme a détruit toutes les valeurs qui fondaient notre identité. Le socialisme, chez nous a commis trop de crimes : les commerçants et le déguerpissement, les partis politiques et le concassage, les leaders politiques et les harcèlements et autres complots, l'économie et les scandales politico-financiers à grande échelle qui ont ébloué les ténors du régime, ... Mais, plus qu'un autre, ce sont l'école et l'enseignant qui se souviendront pendant longtemps de ses cynismes...

Pour l'école, les Nigériens doivent être debout...

A.I

«Gilets jaunes» : les dégâts à Paris au lendemain de la flambée de violences

Après un samedi noir, certains quartiers de Paris offraient un paysage dimanche de voitures calcinées, de bâtiments dégradés et de vitrines brisées.

C'est autour de l'Arc de Triomphe que la tension a commencé à monter ce samedi, entre les manifestants et les forces de l'ordre. Le monument a été pris d'assaut, tagué, occupé et saccagé tout au long de la journée. Il reste fermé ce dimanche, afin de permettre au Centre des monuments de réparer les dégâts.

L'avenue Kléber, qui relie la place du Trocadéro à celle de l'Étoile, a été le théâtre d'une «casse étendue et systématique» ce samedi, selon notre journaliste Jean Chichizola. Les habitants de cette avenue du XVI^e arrondissement se sont réveillés ce matin entourés de voitures calcinées, de vitrines brisées et de magasins pillés.

Tandis que les Parisiens découvrent l'état de leur ville en ce dimanche matin, le gouvernement a annoncé qu'il n'excluait pas d'instaurer l'état d'urgence, afin d'éviter de nouvelles scènes d'émeutes. Il avait déjà été instauré après les émeutes de 2005 et les attentats de 2015.

De nombreuses barricades ont à nouveau poussé dans Paris. Pour les mettre sur pied, les manifestants ont pillé plusieurs chantiers. La semaine dernière, les «gilets jaunes» en avaient déjà érigé plusieurs, mais elles n'avaient pas tenu très longtemps.

Les grilles de quelques bâtiments ont également cédé sous les assauts de certains «gilets jaunes» ce samedi. C'est le cas de celle des Tuileries, qui a été descellée avant de s'effondrer sur les manifestants. Un homme a été grièvement blessé, et son état de santé relève de l'urgence absolue.

Le Figaro

